Organisations admissibles

Le programme du PNAACE soutient les efforts déployés au niveau local. On cherche à habiliter les populations et les organisations locales et à renforcer leur capacité d'améliorer leur santé et la qualité de leur environnement. C'est pourquoi on accordera la priorité aux projets axés sur des mesures visant à favoriser une participation dynamique des collectivités, et mis en œuvre par des organisations ou des groupes locaux.

Les organisations sans but lucratif ou non gouvernementales (ONG), les groupes environnementaux, les associations communautaires, les établissements d'enseignement, les nations tribales et les peuples et collectivités autochtones peuvent présenter une demande de subvention. Les bénéficiaires des subventions doivent être établis au Canada, au Mexique ou aux États-Unis.

Le PNAACE ne financera pas les entreprises, les particuliers et les administrations municipales, provinciales/étatiques, territoriales et fédérales. Cependant, les propositions présentées par des organisations admissibles qui travaillent en collaboration avec le secteur privé ou des administrations locales sont recevables. En outre, le PNAACE ne financera pas les candidats potentiels qui reçoivent ou sollicitent actuellement des fonds d'Environnement Canada pour les projets qu'ils proposent.

La CCE ne peut pas accepter les propositions d'un demandeur qui est, ou dont un membre de la famille immédiate¹ est :

- un représentant d'une des Parties à l'ANACDE (gouvernement du Canada, des États-Unis d'Amérique ou des États-Unis du Mexique), qui a occupé ce poste au cours de la dernière année;
- un représentant du Secrétariat de la CCE;
- un membre actuel ou un ex-membre (au cours de la dernière année) du Comité consultatif public mixte (CCPM) de la CCE;
- un membre d'un des comités consultatifs nationaux.

Les activités et projets suivants ne sont pas admissibles au financement :

- Activités dont une administration locale ou un gouvernement étatique/provincial ou fédéral est responsable (p. ex., construction de routes, de ponts ou d'usines de traitement des eaux usées);
- Achat de véhicules à moteur, de biens ou de terres;
- Rénovations;
- Actions en justice;
- Projets uniquement consacrés à la planification;
- Projets visant uniquement à embellir un secteur;
- Lobbying ou activités partisans;
- Campagnes/événements annuels ou périodiques d'organisations;
- Dépenses liées à la participation à des conférences de nature générale;
- Projets mis en œuvre ailleurs que dans les trois pays signataires de l'ANACDE.